



UNION INTERFÉDÉRALE
DES AGENTS DE LA
FONCTION PUBLIQUE
FORCE OUVRIÈRE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 2 octobre 2024

Discours de politique générale Le Premier ministre oublie les fonctionnaires !

Le Premier ministre, patron de tous les agents publics, n'a donné aucune perspective, ni ambition pour la fonction publique dans son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale.

Une fois de plus, c'est la réduction de la dépense publique qui est visée et à travers ce dogme de 3 % imposé par l'Europe, la stigmatisation des fonctionnaires et agents publics.

Les agents publics que le Gouvernement applaudit à chaque crise, mais qui redeviennent très vite des variables d'ajustement budgétaires.

Rappelons que le service public est une richesse avant d'être un coût et le garant de la cohésion sociale. Plébiscités par l'opinion publique, travaillant 24h/24, 7 jours sur 7 (policiers, pompiers, soignants, etc.), les agents publics méritent d'être considérés.

Le Premier ministre n'a pourtant rien annoncé en matière de pouvoir d'achat laissant entrevoir une nouvelle année blanche en 2025 après celle de 2024. Pour FO Fonction publique, cela n'est ni envisageable, ni entendable.

De même, la revalorisation du SMIC de 2 % annoncée pour le 1^{er} novembre 2024 qui va entraîner la même hausse du minimum de traitement pour les fonctionnaires va tasser encore plus la grille indiciaire.

FO Fonction publique a exigé dans son courrier au Premier ministre, une rupture avec les politiques menées jusqu'à présent qui n'ont fait que détruire le service public et dégrader les conditions de travail des personnels. Force est de constater que nous n'avons pas été entendus à ce stade.

Concernant nos revendications en matière salariale et conditions de travail, nous devons nous mobiliser massivement pour les faire aboutir.

Les acquis et les droits que les personnels ont obtenus ont toujours été le fruit de leurs mobilisations.

Le ministre de la fonction publique rencontré le 30 septembre dernier doit faire un premier geste en faveur des agents en annonçant l'abandon définitif du projet de loi Guérini.

Faute de quoi, le dialogue s'annonce difficile et il est certain que nous n'aurons que ce que nous irons chercher !